

# FIL ROUGE

## Roger Nordmann

Au service du bien commun,  
et pour préparer 2027!

PAGES 7-8

## Votations

Non, la redevance à 200  
CHF, cela ne suffit pas!

PAGE 9

# ÉLECTIONS COMMUNALES

Notre fil rouge: au service  
des vaudois·es.

PAGES 3-6

JOURNAL DU PARTI  
SOCIALISTE VAUDOIS  
N° 25 – FÉVRIER 2026



JAB  
CH-1003 Lausanne  
Poste CH SA

# À toi Rebecca,

**édito** À toi Rebecca;

À ton intégrité, ta détermination et ta force de travail;

À ton engagement sans faille contre les inégalités depuis ton adhésion au PS;

À ton travail au Conseil d'État pour un développement de la santé communautaire au plus près de la population de notre canton;

À ta ténacité dans les crises successives et les attaques répétées de la droite contre la santé publique;

À ta gestion exemplaire de la crise du Covid-19;

À ta politique pour préparer le vieillissement de la population;

À ton action pour l'amélioration de la prise en

charge des victimes d'agressions sexuelles;

À ton combat pour interdire les thérapies de conversion;

À ton investissement ces dernières semaines pour renforcer le système de bourses d'études;

À ta décision qui ne reflète que le respect que tu portes à ta fonction, miroir inverse de ceux qui s'accrochent à leurs intérêts personnels;

À toi qui a mis ta vie au service de tes idéaux depuis tes vingt ans.

À toi Rebecca, les camarades du Parti socialiste vaudois te disent MERCI.

■ LARA MARTELLI, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

## Pas d'armes suisses pour les guerres civiles!

**référendum** Il y a quatre ans, grâce à l'initiative correctrice, des critères clairs et transparents pour les exportations de matériel de guerre ont enfin été inscrits dans la loi. Mais cela n'a pas plu au lobby de l'armement qui a déposé de nombreuses motions parlementaires qui ont débouché sur une modification de la loi autorisant les exportations de matériel de guerre vers des États qui violent systématiquement les droits humains ou des pays en guerre civile.

À l'avenir, les exportations de matériel de guerre seront autorisées vers 25 pays, dont la Hongrie, l'Argentine et les États-Unis.

Les déclarations de non-réexportation seront supprimées dans la grande majorité des cas. Cela signifie que le matériel de guerre suisse peut être immédiatement réexporté sans conditions. Conséquence: des armes suisses pourront par exemple être vendues, via une filiale ou un intermédiaire, à Israël ou à des groupes armés engagés dans une guerre civile, comme au Soudan (seule l'Ukraine fait exception à cette règle, suite à une concession faite à l'UDC).

Le Conseil fédéral pourra décider seul des exceptions à toutes les règles. Un contrôle démocratique par le Parlement et la population ne sera plus possible.

Les composants pourront être vendus sans restriction. Cela signifie qu'il n'y aurait plus aucun obstacle si un système d'armement est démonté en pièces détachées avant l'exportation.

Tu trouveras dans ce journal une feuille de signature pré-affranchie à signer et faire signer. Pour plus d'informations: [referendum-materieldeguerre.ch](http://referendum-materieldeguerre.ch)

- T.W

# FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant-es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur-trices à l'adresse: [redaction@ps-vd.ch](mailto:redaction@ps-vd.ch)

### IMPRESSUM

**Responsable:** Lara Martelli

**Rédaction:** Reto Barblan, Ludvine Barthélémy Jules Confino, Pierre Dessemontet, Deborah Intelisano, Louis Mathieu, Frédéric Maye, Bernard Morel, Sarah Morier, Virginie Pilault, Simon Schönmann, Muriel Thalman, Jacques-Etienne Rastorfer, Albulena Ukshini, Tamina Wicky

**Editeur:** Parti socialiste vaudois

**Adresse:** Chauderon 5, 1003 Lausanne

**Contact:** 021 312 97 57 [redaction@ps-vd.ch](mailto:redaction@ps-vd.ch)

**Maquette:** Stéphanie Tschopp [www.madamepasteque.ch](http://www.madamepasteque.ch)

**Impression:** Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

**Abonnement:** 25 francs

**Parutions:** 4 parutions annuelles

## Sommaire

**édito** À toi Rebecca, ► PAGE 2 — **référendum** Pas d'armes suisses pour les guerres civiles! ► PAGE 2 — **poing fort** À Lausanne, rien n'est acquis | Yverdon-les-Bains: les enjeux d'un «cliffhanger» électoral | La campagne dans les villes moyennes | Des sièges conquis qu'il faut défendre | Bravo Carine! | «C'est une crise du gouvernement, pas du canton» | Au service du bien commun, et pour préparer 2027! ► PAGES 3-8 — **votations** Non, la redevance à 200 CHF, cela ne suffit pas! | Vous paierez cash ou en espèces? | Oui à l'imposition individuelle! | Oui à l'Initiative pour un fonds climat ► PAGES 9-10 — **actualités** Face à son envahissant voisin, la première femme présidente du Mexique tente de préserver l'indépendance de son pays | Lutte contre les féminicides: l'union fait la force | Notre agriculture suisse en danger ► PAGES 11-13 — **vie du parti** Un nouveau comité pour les femmes socialistes vaudoises! | Billet du Grand conseil: Affaire Dittli: protéger le personnel de l'état | Billet de la présidence: S'engager dans monde qui s'écroule ► PAGES 14-15 — **portrait** Séverine Graff ► PAGE 16

# Yverdon-les-Bains: les enjeux d'un «cliffhanger» électoral

**communales** Les élections communales sont toujours très disputées à Yverdon-les-Bains, c'est un euphémisme de le dire: depuis vingt ans, aucune majorité sortante n'a réussi à se faire réélire après cinq ans de mandat.

**M**ême si le résultat est toujours serré et que l'élection se joue à quelques dizaines d'électeurs près, la tâche qui attend la majorité de gauche est donc difficile, sans être impossible: comme d'habitude, ça va se jouer à pas grand-chose.

## Rattraper le déficit d'équipement public

Depuis 2021, notre majorité a appliqué le programme sur lequel elle a été élue. Parce que la ville n'avait pas accompagné sa croissance démographique, elle était gravement sous-équipée à notre arrivée aux responsabilités. Nous avons eu le courage de remettre en cause le dogme financier en décidant, dès le départ, de consacrer une partie de notre marge d'auto-financement au rattrapage et au développement des services publics, en acceptant quelques déficits budgétaires. Cela nous a permis de booster l'accueil de jour, de renforcer la desserte et d'électrifier nos transports publics, de développer l'attractivité culturelle, sportive, associative et économique de la ville, de lancer une vraie politique de décarbonation du chauffage yverdonnois, ainsi que de mitigation des effets du réchauffement climatique via la végétalisation. Et tout cela, en essayant les chocs de la décennie, du covid à la crise énergétique, de la crise du crack aux incertitudes croissantes

qui grèvent nos perspectives, au plan cantonal notamment – allez Roger!

## Un dynamisme retrouvé

Malgré les crises et les incertitudes, cette politique commence à porter ses fruits: la ville croît à nouveau, elle est de plus en plus attractive, son économie se développe et elle renforce son rôle de centre du Nord Vaudois. Une chose entraînant une autre, on commence à lire dans les comptes une croissance des revenus qui traduit le dynamisme retrouvé de notre cité, et malgré notre politique d'expansion budgétaire, la dette nette n'a pas augmenté d'un centime ces cinq dernières années. Le pari pris en début de législature a payé.

## Poursuivre sur notre lancée

Mais ce que nous avons pu lancer, il s'agit maintenant de le poursuivre et de le développer. Outre des échéances symboliquement fortes – ce que nous jouons aussi en mars, c'est la première syndication féminine de l'histoire d'Yverdon-les-Bains – nombre de politiques que nous avons lancées doivent maintenant s'inscrire dans la durée afin d'améliorer notre ville en profondeur. Il est également nécessaire d'accélérer notre travail dans des domaines que nous n'avons pas encore eu le temps de traiter aussi bien que nous l'aurions



Julien Wicki, Majda L'Mati et Brenda Tuosto, candidat·es à la Municipalité d'Yverdon-les-Bains @PS Yverdon

voulu, dans des domaines aussi divers que l'accès au logement, les politiques d'intégration au sens large, la politique de la jeunesse, celle de la dynamisation du centre-ville.

## Une droite destructrice

Mais pour cela, il faut d'abord gagner les élections de mars. L'alternative est claire: la droite n'a d'autre programme que son adhésion aveugle aux dogmes de l'équilibre budgétaire et des baisses d'impôts, et elle s'oppose systématiquement à tout développement du service public: elle a refusé en bloc quatre des cinq budgets de la législature qui s'achève. Plus à droite encore, on veut tout simplement détruire tout ce que nous avons construit.

C'est donc avec courage et détermination que nous

attaquons cette campagne électorale – si nous voulons continuer à construire la ville de nos rêves, nous n'avons pas le choix: nous devons gagner le 8 mars!

■ PIERRE DESSEMONTET

# À Lausanne, rien n'est acquis

**communales** Le 8 mars, les Lausannois·es choisiront bien plus qu'un renouvellement de leurs autorités: ils décideront de l'orientation de leur ville pour les prochaines années.

**L**a majorité de gauche a conduit Lausanne avec un cap clair: améliorer concrètement la qualité de vie, renforcer la cohésion sociale et préparer la ville aux défis climatiques et démographiques.

## Un bilan pour Lausanne

Le bilan est là. Des espaces publics transformés et apaisés, un centre-ville vivant, des investissements massifs dans les transports publics, des mesures fortes de cohésion sociale, davantage de logement abordable, un accueil de jour renforcé, de la culture et une transition énergétique plus qu'entamée. Lausanne avance, et elle avance pour toutes et tous.

## Un programme ambitieux

Pour aller plus loin, le Parti socialiste propose des mesures claires et ambitieuses: un abonnement TL à 1 franc par

jour, une place en crèche pour chaque enfant y compris pendant les vacances, au moins 30% de loyers abordables, la réalisation rapide du M3, un espace public serein qui appartient à tout le monde et une ville inclusive et solidaire.

## La droite à l'attaque

Mais rien n'est acquis. La droite mène, bien que sans programme concret, une campagne très agressive. La même recette qu'au Canton nous est proposée, et son renforcement mettrait en danger les avancées réalisées avec une baisse massive des recettes. À Lausanne, chaque voix compte vraiment. La mobilisation sera décisive pour continuer à faire de notre ville un lieu de vie agréable, solidaire et tourné vers l'avenir.

■ JULES CONFINO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PSL



Grégoire Junod, Émilie Mœschler et Julien Eggenberger, candidat·es socialistes à la Municipalité de Lausanne. ©PSL

# La campagne dans les villes moyennes

**communales** Chacune des villes moyennes a des thèmes et une stratégie à l'œuvre qui lui sont propres pour conserver ou viser la majorité des 7 sièges de la Municipalité et des 100 (80 pour Renens) fauteuils du Conseil communal.

## Vevey



Des initiatives inédites ont été introduites pour augmenter la représentation socialiste au Conseil communal: le renouvellement de la liste avec des profils diversifiés et la disposition des 28 candidat·es paritaires par ordre d'âge croissant

afin de soutenir l'engagement de jeunes militant·es. Laurie Willommet (sortante) et Johanne-Saskia Gay espèrent siéger à la Municipalité aux côtés des deux élu·es Vert·e·s, PS et Vert·e·s ayant décidé de ne pas partir avec la gauche

radicale pour affirmer la force de leur programme de gauche de concertation. Des réponses solides quant au réaménagement du secteur de la gare et à la sécurité sont attendues par les Veveysan·nes.

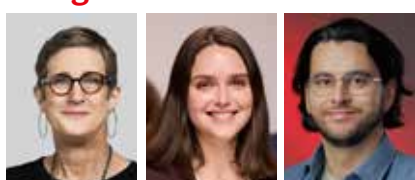
**Renens**



©PS Renens

36 candidat·es socialistes aux profils variés et en quasi-parité se présentent au Conseil communal (80 sièges), tandis qu'à la Municipalité, les sortant·es Jean-François Clément (syndic), Oumar Niang et Patricia Zurcher Maquignaz ont toutes les chances de poursuivre leur travail. En fonction des résultats, PS, POP (Fourmi rouge) et Vert·e·s s'allieront pour le deuxième tour afin de viser le maintien du siège POP et d'un exécutif intégralement à gauche. Le succès de 2021 est en bonne voie pour se renouveler, d'autant plus que la gare, achevée, profite pleinement aux habitant·es et que le calme d'avant les travaux du tram et du BHNS\* fait son retour.

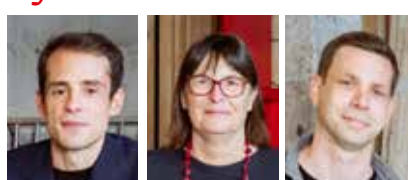
**Morges**



©PS Morges

À l'alliance entre le PS et les Vert·e·s pour la Municipalité s'ajoute une candidature POP inédite. C'est unis dès le premier tour que les trois partis espèrent recouvrer la majorité de gauche, perdue en 2021 après plus de 20 ans. Laure Jatton (sortante), Camille Robert et Nicolas Heredia mènent ce combat dont les jeux sont ouverts puisque seul·es quatre sortant·es se représentent. Les 40 candidat·es paritaires au Conseil communal se mobilisent pour valoriser l'initiative aboutie de la section visant l'augmentation des LUP\*\* et proposent des crèches abordables et une participation financière aux frais dentaires et de lunettes.

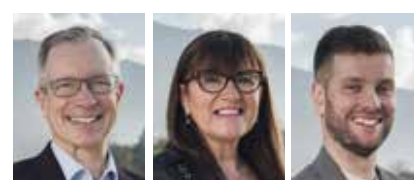
**Nyon**



©PS Nyon

Deux sièges à la Municipalité s'y libèrent. La gauche espère bien maintenir sa majorité, avec 7 candidat·es apparenté·es parmi lesquels les cinq de l'alliance entre le PS et les Vert·e·s. Les socialistes Alexandre Démétriadès, Stéphanie Schmutz (tou·tes deux sortant·e) et Maël Joly ainsi que les 35 candidat·es paritaires au Conseil communal soutiennent les financements solidaires et luttent contre l'idée que les investissements publics seraient superflus, dans une ville à l'indice d'imposition très faible. La mobilité y est aussi un enjeu, alors que le bilan est bon en termes de sports, de culture et de couverture des crèches.

**Montreux**



©PS Montreux

Olivier Gfeller (syndic), Irina Gote (tou·tes deux sortant·es) et Romain Pilloud ont en ligne de mire le maintien de la majorité de gauche à la Municipalité. Au Conseil communal, les 45 candidat·es à la rose visent également la majorité, en revendiquant le droit à un logement abordable, un territoire où il faut bon vivre et un service public de qualité. Ces aspirations numériques sont par ailleurs indispensables pour poursuivre le Plan d'affectation communal. Celui-ci consiste à planifier quelles parcelles préserver ou densifier et sous quels principes, pour une ville durable, en mixité sociale et qui profite aux plus précaires et au plus grand nombre.

■ SIMON SCHÖNMANN



©Simon Schönmann

**LÉGENDE**

M: Municipalité (7 sièges)  
 C: Conseil communal  
 (100 sièges | \* Renens: 80 sièges)

En gras: nombre de candidat·es  
 En regular: nombre d'élus·es actuellement

# Des sièges conquis qu'il faut défendre

**communales** Au cours de cette dernière législature, le PS a obtenu plusieurs victoires dans des élections municipales partielles. Des succès dont nous avons bon espoir qu'ils se confirment les 8 et 29 mars prochains.



©PSV

**A Moudon,** Gzim Rama avait été élu dès le premier tour avec une confortable avance sur son adversaire

de l'Entente moudonnoise en septembre 2024, renforçant ainsi la présence du PS au sein de l'exécutif. À la veille du scrutin du 8 mars, Gzim se dit confiant. «On dit généralement que l'avantage va aux sortants, relève-t-il. Donc, nous abordons l'élection avec confiance, même si tout reste très ouvert.» La liste Parti socialiste – gaucheS moudonnoises comporte quatre noms: Gzim Rama, Rafaele Tatone (sortant également), Loïc Bonny et Karine Weber Cavin.



©PSV

En septembre 2024 également, **à Avenches,** Florine Jeanrenaud avait créé une belle surprise en réussissant à ravir un siège à la municipalité au PLR, devançant son adversaire de 19 voix. Elle a pris du plaisir

dans son travail de municipale depuis un peu plus d'un an et se représente en mars avec Yann Vollenweider, lui aussi sortant. «Sur les sept municipaux, six sont de nouveau en lice, précise Florine. J'espère pouvoir poursuivre mon mandat, mais une élection reste incertaine. Nous sommes apparentés avec les Vert-e-s et il y a une très bonne dynamique de campagne.»



©PSV

Dans la Broye toujours, **à Payerne,** Laura Macchia s'était présentée à l'élection complémentaire il

y a une année, suite à la démission du syndic Eric Küng, mais elle avait été battue par le candidat PLR, devenu syndic, Lionel Voinçon. Sur la liste du Parti des socialistes et indépendants payernois, Laura se présente à nouveau cette année en compagnie du municipal Nicolas Schmid. «Quatre des cinq municipaux actuels, dont Nicolas, se représentent, explique-t-elle. Il y a une place à prendre. J'ai bon espoir, mais Payerne reste une ville de droite.»



©PSV

**A Ollon,** suite au départ du PLR Nicolas Croci Torti, Julia Macheret avait réussi une magnifique élection

en mai de l'année dernière, obtenant ainsi un deuxième siège à la municipalité pour le Parti socialiste et indépendant-e-s de gauche d'Ollon. Diane Morattel ne se représentant pas, c'est avec Céline Pini que Julia figure sur la liste socialiste. «Céline est bien connue car c'est une enfant d'Ollon et qui a présidé le Conseil communal, relève Julia. Nous faisons campagne avec les Vert-e-s et il y a une belle dynamique. Nous avons recruté de nouveaux membres dans notre groupe. Nous pouvons être confiant-es, même si, bien sûr, rien n'est acquis.»



©Eloïse Eperon

Dans le Gros-de-Vaud, la municipalité de **Villars-le-Terroir** compte une socialiste, Eloïse Eperon, qui a été élue lors d'une élection

complémentaire il y a deux ans. Logiquement, cette victoire électorale devrait se confirmer le 8 mars. «Comme il y a cinq candidat-es pour cinq sièges, il ne devrait en théorie pas y avoir de suspense, déclare Eloïse. Mais c'est une élection qui requiert la majorité absolue, donc on ne sait pas ce qui pourrait se passer en cas de second tour. Pour ma part, tout se passe bien. En deux ans, J'ai appris à bien connaître les gens et à me faire un réseau. Je reçois d'ailleurs des messages d'encouragement et de félicitations parce que je me représente. Cela fait plaisir.»



©PSV

A noter que dans le Gros-de-Vaud, Robert Tye, vice-président du parti, est candidat à la municipalité d'**Echallens** et Alex Lussignoli à celle de **Vufflens-la-Ville**.



©Alex Lussignoli

■ BERNARD MOREL



## Bravo Carine!

Carine Carvalho a été désignée préfète pour le district de Lausanne par le Conseil d'État. Conseillère communale lausannoise pendant 2 ans puis députée au Grand Conseil pendant 8 ans, Carine connaît très bien les institutions vaudoises. Elle est également codirectrice du Bureau de l'égalité à l'Unil.

– T.W.



Roger Nordmann, candidat au CE

©PSV

# «C'est une crise du gouvernement, pas du canton»

**complémentaire** Candidat à la succession de Rebecca Ruiz, Roger Nordmann estime que la majorité de droite du Conseil d'État (CE) n'a eu qu'une obsession, baisser les impôts, et a perdu le sens du bien commun.

**E**n quittant le parlement fédéral, pensais-tu revenir aussi rapidement pour briguer un nouveau mandat politique?

Non et je n'étais même pas sûr d'en vouloir un. Je n'étais pas fatigué de l'engagement politique, mais j'avais besoin de faire une pause et d'un changement de rôle après des années de travail passionnant à Berne, que ce soit comme président du groupe socialiste aux Chambres et dans diverses commissions, en particulier la commission d'enquête sur le rachat du Crédit Suisse par l'UBS. Cela permettait aussi d'ouvrir la porte du Conseil National à Benoît Gaillard.

**Lorsque Rebecca a annoncé sa démission du CE, t'es-tu dit immédiatement que tu devais te porter candidat?**

J'ai eu deux réactions après l'annonce plutôt inattendue de Rebecca. D'une part l'envie de m'engager et d'autre part j'ai ressenti un moment d'effroi face à la crise qui touche le canton à travers la situation que vit le CE. Je crois que Jean-François Thuillard, le candidat UDC, a eu la même réaction que moi.

**Tu as intitulé ta campagne «Au service du bien commun». As-tu le sentiment**

**que la majorité actuelle du CE n'a pas cette vision du bien commun?**

La majorité de droite n'avait qu'un projet lorsqu'elle a été élue en 2022: abaisser les impôts pour favoriser les classes les plus aisées de la population. Son obsession pour ce seul objectif a engendré une absence totale de perspective pour la population et elle a fragilisé le canton financièrement. Et en plus, cette majorité de droite du CE ne s'entend pas entre elle.

**«Au service du bien commun», c'est quoi plus précisément?**

Dès lors qu'elle a regagné la majorité au gouvernement, la droite est partie de l'idée qu'elle pouvait imposer ses idées sans avoir besoin de rechercher des compromis entre les forces politiques. Nous devons retrouver un esprit de coopération. Pourquoi mettre en opposition services publics et entreprises privées? Nous avons besoin des deux. C'est incroyable, avec la politique que la droite a menée, d'avoir à ce point dégradé la situation en trois ans et demi.

**Si tu es élu et que tu te retrouves à la tête du département de la santé, comment vois-tu les choses?**

C'est un domaine complexe

où il faut assurer une couverture santé efficace pour la population tout en mettant un frein à l'augmentation incessante des primes d'assurance maladie. C'est important

romande et il a un rôle de leadership à assumer. Les dépenses sont stables depuis 10 ans, à 17,5% du PIB environ. La crise se situe au niveau des recettes. À cet égard, il sera

**«C'est incroyable comme la droite a dégradé la situation en trois ans et demi» Roger Nordmann**

d'avoir un système de santé performant et j'espère que les attaques systématiques contre le CHUV et les hôpitaux régionaux vont baisser. Le système est confronté à la fois au manque de personnel dans les soins et aux pressions budgétaires. C'est pourquoi il faut essayer de réduire la part administrative en augmentant le temps auprès des patient-es. Les systèmes informatiques doivent faire gagner du temps, et non pas en faire perdre. Ils doivent faciliter la coopération entre tous les acteur-ices de la santé.

**On dit le canton de Vaud en crise. Quels sont ses atouts pour s'en sortir?**

C'est une crise du gouvernement, pas du canton. Avec une population bien formée et des entreprises dynamiques, le canton de Vaud est attractif. C'est le plus grand de Suisse

impératif de rejeter l'initiative demandant une baisse des impôts de 12%. On passe beaucoup trop de temps à colporter des jugements et il faut retrouver le sens du bien commun.

**En 2019, la confrontation entre Rebecca Ruiz et l'UDC Pascal Dessauges avait nettement tourné à l'avantage de notre candidate. Comment vois-tu l'élection de cette année?**

Je pense que ce sera beaucoup plus serré. Ceux qui croient que le match est d'ores et déjà plié se trompent. Il est important de se mobiliser sans relâche jusqu'au bout. Sans une gauche forte et capable d'agir dans un CE équilibré, il ne sera pas possible de remettre le canton sur les rails.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

# Au service du bien commun, et pour préparer 2027!



**complémentaire** Le 8 mars prochain, le PSV joue bien plus qu'une élection complémentaire. Il s'agit de défendre une vision du canton, de préserver un équilibre politique indispensable et de préparer dès aujourd'hui les enjeux décisifs des élections générales de 2027. Maintenir le deuxième siège socialiste au Conseil d'État avec la candidature de Roger Nordmann est indispensable.

**D**epuis plus de trois ans sous majorité de droite au Château, notre canton traverse une période de blocage préoccupante: crise institutionnelle, crise financière, crise de confiance et, surtout, absence de perspectives. Le dialogue est rompu, tant entre les forces politiques qu'entre le gouvernement et les actrices et acteurs de la société. Cette situation n'est plus acceptable.

## Construire des compromis durables

Roger Nordmann, de par son parcours et sa très solide expérience au niveau fédéral, incarne précisément la capacité à rétablir un esprit constructif. Faire de la politique, ce n'est pas imposer un camp contre

l'autre, mais confronter des points de vue pour construire des compromis durables, au service du bien commun. Dans un canton aussi divers que le nôtre, la population est attachée à la pluralité de son gouvernement et il serait souhaitable que ce siège revienne à la gauche.

## Stop aux attaques contre les services publics

Sur le plan financier, contrairement au discours alarmiste du camp bourgeois, il n'y a pas «d'explosion des dépenses publiques»: celles-ci sont stables depuis plus de dix ans autour de 17,5% du PIB cantonal. La véritable cause de la crise est connue: les baisses d'impôts massives, pour un

montant de 550 millions par an, qui ont principalement profité aux plus fortuné-es. Affaiblir les services publics, le CHUV ou les subsides à l'assurance maladie serait non seulement injuste, mais contre-productif. Le redressement passera par des efforts équilibrés: des recettes supplémentaires bien ciblées, des gains d'efficacité et des simplifications administratives, sans coupes sanglantes.

## Un canton leader

Enfin, notre canton doit retrouver des perspectives. Nous disposons d'atouts considérables: une population bien formée, un système d'éducation solide, des entreprises dynamiques, des infrastructures de

qualité et des paysages exceptionnels. Investir dans la mobilité, la durabilité, les sciences, les technologies et l'innovation est indispensable pour assumer pleinement notre rôle de leader en Suisse romande.

## Tous avec Roger le 8 mars

Le 8 mars, mobilisons-nous massivement. Parlons-en autour de nous, activons nos réseaux. Maintenir le deuxième siège socialiste avec Roger Nordmann, c'est défendre un canton solidaire, ambitieux et tourné vers l'avenir. Ensemble, gagnons cette élection et préparons 2027 pour reprendre la majorité.

■ LARA MARTELLI

# Non, la redevance à 200 CHF, cela ne suffit pas!

**votation fédérale** Le 8 mars, les Vaudois·es voteront sur l'initiative «200 francs ça suffit» qui veut réduire la redevance SSR.

**D**epuis des décennies, nous avons la chance d'apprécier les services de la SRG SSR, qui chapeaute les entreprises d'audiovisuel public des différentes régions linguistiques, parmi lesquelles la RTS. Perfectible certes, mais elle nous a accompagnés, informés de manière indépendante, compétente avec des propos vérifiés, étayés et dignes de confiance. Non pas des fake-news, ni de la propagande. Et si l'on peut se sentir parfois heurté, c'est par un vrai débat de convictions.

La SSR sait faire la part des choses, inviter des intervenant·es de divers horizons, politiques, éthiques, religieux. Elle sait accepter la contradiction, et nous invite ainsi à plus de réflexion.

Mais encore, elle met en valeur notre pays dont il faut rappeler la complexité géographique en plus de ses quatre

langues dites nationales. Son mandat reste de couvrir avec équité tant la Suisse dite italienne, que romande, ou allemande. Dans cette situation, elle doit d'autant plus maintenir le niveau largement reconnu de ses prestations, dont les aides à la création culturelle, théâtrale, musicale, et cinématographique, où elle se montre indispensable. Son mandat est aussi culturel au sens large, incluant le divertissement et le sport. C'est la Suisse telle que nous l'aimons, multiple, attachée à ses valeurs nationales du bien vivre ensemble.

**300 CHF par an et ménage dès 2029, y compris la contribution aux médias locaux, est-ce trop cher payé?**

Compte tenu du nombre d'habitant·es et du nombre de régions linguistiques, la

redevance actuelle soutient la comparaison internationale.

Notre service public SSR, dont le budget a déjà connu des coups de rabet par le passé, doit être en mesure d'évoluer, de s'adapter aux nouvelles technologies. Et aux nouvelles pratiques: consultation sur internet plutôt qu'à l'antenne, plateforme Play RTS, podcasts, etc. Le défi est d'importance. Hors financement?

Pourtant certains laissent croire que 200 CHF par an suffiraient. Une baisse de 33% sans compter l'exonération pour les entreprises! Comment surmonter une telle baisse de revenus sans disparaître? Amoindrir ses prestations et envoyer au chômage des milliers de collaborateurs et collaboratrices?

Certaines prestations comme les émissions consacrées aux sports, dont le foot,

le ski, le tennis, devraient-elles être facturées au cas par cas à l'usager·ère, ou celui-ci renvoyé à un prestataire privé? Où serait l'économie pour l'auditeur·ice-télespectateur·ice? Cela s'appelle donner d'une main pour reprendre de l'autre! **Bref, abaisser la redevance annuelle à 200 CHF, c'est affaiblir gravement le service public suisse audiovisuel. C'est permettre aux forces financières de renforcer leur emprise sur l'information. C'est duper qui se laisserait tenter par une pseudo économie. C'est un projet politique de la droite extrême qui trahit les valeurs de diversité de la Suisse!**

**N'acceptons pas cette initiative de sabotage. Le 8 mars, avec la raison et le cœur, nous appelons à voter NON.**

■ RETO BARBLAN ET JACQUES-ETIENNE RASTORFER DU PS 60+

## Vous paierez cash ou en espèces?

**votation fédérale** Non, ce titre redondant n'est pas une erreur, mais la parfaite illustration de l'absurdité du débat entre l'initiative et le contre-projet sur la monnaie.

**S**ur le fond, l'initiative et le contre-projet poursuivent un objectif louable: réaffirmer le rôle du franc suisse

et rappeler l'importance de l'argent liquide. Il s'agit de garantir à chacun·e de pouvoir toujours payer en francs

suisses, malgré les avancées technologiques actuelles et futures. Le débat est donc ailleurs.

Face à une initiative formulée de manière imprécise, le Conseil fédéral lui a préféré un contre-projet qui en reprend les grandes lignes tout en s'inscrivant dans un jargon juridique précis et cohérent avec le droit en vigueur. Là où l'initiative parle de «pièces de monnaie ou billets de banque», le contre-projet utilise le terme de «numéraire», reconnu comme son équivalent juridique. Bonnet blanc et blanc bonnet, donc.

Ironiquement, la traduction allemande demeure Bargeld, que l'on parle de l'initiative ou du contre-projet.

La différence principale mise en avant par les initiant·e·s réside dans la responsabilité de l'approvisionnement en Bargeld: la Confédération pour l'initiative, la BNS pour le contre-projet. Or, c'est déjà la BNS qui se charge de frapper la monnaie pour le compte de la Confédération. Face à deux textes qui disent fondamentalement la même chose, autant préférer celui qui s'inscrit dans un cadre juridique clair et garantit l'uniformité du droit. Le 8 mars, acceptons le contre-projet.

■ DEBORAH INTELISANO

# Oui à l'imposition individuelle!

**votation fédérale** Nous voterons le 8 mars sur la Loi fédérale sur l'imposition individuelle.

**A**ujourd'hui, en Suisse, les couples mariés ou en partenariat enregistré sont imposés conjointement en tant qu'unité fiscale.

Pour les mêmes revenus, des couples mariés se voient imposer de manière parfois beaucoup plus importante que des couples non mariés. Ce système fiscal conduit souvent à ce que les femmes soient dans l'obligation de réduire ou d'abandonner leur activité professionnelle afin de limiter la charge fiscale du ménage, ce qui perpétue une conception archaïque de la famille.

## Une solution moderne

La question de l'imposition des couples occupe depuis longtemps le débat politique suisse. Une initiative du Centre, rejetée par le Conseil national, prétendait corriger la pénalisation du mariage, mais en réalité elle aurait remplacé un système injuste par un autre tout aussi inéquitable. Elle désavantageait les couples non mariés, renforçait des stéréotypes dépassés et aurait provoqué des pertes fiscales massives. Face à ces lacunes, la nouvelle loi fédérale sur l'imposition individuelle propose une solution simple,

moderne et équitable: une imposition séparée pour chaque adulte, indépendamment de l'état civil.

## La solution la plus juste

Contrairement à l'initiative du Centre, l'imposition individuelle traite toutes les formes de couples sur un pied d'égalité et met fin à une discrimination structurelle ancrée dans le système fiscal. Elle améliore les incitations à l'activité lucrative, en particulier pour les personnes percevant le revenu secondaire du ménage — le plus souvent des femmes — et contribue ainsi à renforcer leur

autonomie économique.

Ce modèle, soutenu par le PS, permet également de moderniser notre système fiscal tout en évitant des pertes fiscales se chiffrant en milliards. Grâce à une mise en œuvre simple et cohérente, il s'agit de la voie la plus rapide et la plus équitable pour supprimer la pénalisation du mariage, tout en garantissant le financement des services publics.

**Le PSV vous invite à voter OUI à Loi fédérale du 20 juin 2025 sur l'imposition individuelle.**

■ TAMINA WICKY

# Oui à l'Initiative pour un fonds climat

**votation fédérale** Nous voterons le 8 mars sur l'initiative pour un fonds climat.

**L'**initiative pour un fonds climat, lancée conjointement par le Parti socialiste et les Vert·e·s, offre à la population la possibilité de soutenir une véritable transformation énergétique et écologique de la Suisse. Elle propose de financer une offensive solaire d'envergure, la rénovation du parc immobilier et le développement des transports publics grâce à des investissements publics ciblés. Face au dérèglement climatique et aux tensions géopolitiques, cette initiative apporte une réponse collective, équitable et ambitieuse pour protéger le climat,

garantir notre approvisionnement et renforcer notre indépendance énergétique.

## Pourquoi l'initiative est essentielle pour l'avenir de la Suisse

La guerre d'agression menée par la Russie a rappelé avec force la vulnérabilité de la Suisse face aux énergies fossiles importées. L'initiative permet d'accélérer le développement des énergies renouvelables sur le territoire et de libérer notre pays de la dépendance envers les oligarques et les régimes autoritaires qui contrôlent pétrole, gaz et

uranium.

La crise climatique représente le plus grand défi de notre génération. Comme pour l'AVS ou les CFF autrefois, seule une réponse collective permet d'agir à l'échelle nécessaire. L'initiative garantit les investissements publics et privés indispensables à la protection du climat, au lieu de miser uniquement sur les comportements individuels.

En prévoyant d'investir chaque année entre 0,5 et 1% du PIB — soit 3,5 à 7 milliards de francs — l'initiative soutient massivement les infrastructures, l'artisanat et

l'économie locale. Ces investissements permettront de déployer des installations solaires dans tout le pays, d'accélérer la rénovation des bâtiments, de développer les transports publics et de préserver la biodiversité. Ils généreront des milliers d'emplois de qualité et offriront aux entreprises locales un volume de commandes inédit, tout en évitant des coûts futurs bien plus élevés si nous n'agissons pas maintenant.

**Le PSV vous invite à voter OUI à l'initiative pour un fonds climat.**

■ TAMINA WICKY

# Au Mexique, Claudia Sheinbaum tient tête à Trump



Claudia Sheinbaum a été élue à présidence du Mexique en juillet 2024, investie en octobre ©Virginie Pilault

**mexique** L'image a de quoi surprendre: au

pays des mariachis et de la tequila, des patrouilles de surveillance de l'armée débarquent sur les plages, armées jusqu'aux dents, en pleine période de vacances scolaires et de tourisme hivernal. Ces hommes masqués slaloment entre les transats et les familles qui font trempette. La tension est palpable.

« Nous nous coordonnons, nous collaborons, mais nous ne nous subordonnons jamais. (...) il y a une chose qui n'est pas négociable, c'est l'indépendance et la souveraineté de la patrie ».

Lors de ses points presse quotidiens, Claudia Sheinbaum tente de rassurer son peuple mais elle le sait bien: le Mexique est le prochain pays sur la liste de Trump, avec la Colombie, à risquer de voir les troupes US pénétrer sur son territoire. En pleine action au Venezuela, le président des États-Unis lançait: «Les narcotrafiquants gouvernent le Mexique. C'est vraiment dommage». La menace est claire.

La nouvelle présidente du Mexique, un peu plus d'un an après son accession au pouvoir, fait donc face à un défi énorme: préserver l'indépendance de son pays face à un Trump qui, sous couvert de lutte contre le narcotrafic, lorgne évidemment sur les richesses de son voisin.

Le pétrole, tout d'abord, avec des réserves qui atteindraient 11 milliards de barils. Mais aussi le gaz, l'or et l'argent (le Mexique en est le premier producteur mondial).

## Des gages de coopération

La sexagénaire tente de donner des gages sécuritaires, comme elle l'a déjà fait pour la question de l'immigration clandestine vers les États Unis, en postant 10 000 hommes à la frontière. Mais les narcos sont toujours plus forts, toujours plus riches, la violence toujours plus présente. Les cartels assurent leur impunité grâce à la corruption et en faisant régner la terreur. Les conflits liés à la drogue font plusieurs dizaines de milliers de morts chaque année.

L'état de grâce est donc brutalement terminé pour la première femme élue présidente du Mexique un peu plus d'un an après son accès au pouvoir. Investie en octobre

2024 à l'âge de 62 ans, Claudia Sheinbaum assurait la succession de son camarade de parti, Morena (mouvement de régénération nationale), le très populaire Andres Manuel Lopez Obrador, surnommé Amlo, tout en lançant ses propres réformes. Elle a notamment instauré trois aides financières pour les femmes, les jeunes et les aînés, en créant la «Banque du bien-être». Féministe convaincue, l'ancienne maire de Mexico développe une vraie politique d'égalité, avec des mesures contre les violences domestiques et les inégalités salariales. Ingénieure de formation, elle se préoccupe également d'environnement en favorisant les énergies renouvelables.

Elle ne néglige pas pour autant le terrain sécuritaire. Elle a instauré à l'échelle nationale une lutte contre la violence en général, avec notamment un programme pour récupérer (sans sanction contre les pro-

priétaires) toutes les armes circulant clandestinement dans le pays. Afin de combattre le fléau de la corruption, son prédécesseur avait lancé un programme d'élection des juges par le peuple.

Il faudra des années pour savoir si cette politique sociale porte ses fruits et permet d'éradiquer la pauvreté, qui fait le lit des cartels. Pour avoir la preuve que cette «manière douce» fait mieux que la très spectaculaire guerre antidrogue voulue par Trump.

Mais c'est maintenant que la présidente doit sauvegarder l'indépendance de son pays, si chèrement acquise il y a un peu plus de deux siècles.

■ VIRGINIE PILAULT

# Lutte contre les féminicides: l'union fait la force

**violences de genre** Les féminicides s'inscrivent dans une réalité plus large de violences domestiques persistantes qui ne relèvent pas de cas isolés mais d'un phénomène structurel. Contrairement aux idées reçues, la violence domestique peut toucher toute personne, indépendamment de l'âge, de l'origine ou de la situation sociale.

**A**doptée fin 2017, la loi vaudoise d'organisation de la prévention et de la lutte contre la violence domestique (LOVD) se limite toutefois à imposer aux auteur-es de violence domestique un seul entretien socio-éducatif. Dès l'origine, le PS, par la voix de la députée Muriel Thalmann a dénoncé l'insuffisance de cette mesure et tenté d'obtenir au minimum trois entretiens. Ce seuil constituait déjà un compromis, tant il est établi que cela ne suffit généralement pas à sortir du déni, ni à provoquer un changement durable des comportements. Un premier bilan confirme ces craintes. Seules 75% des personnes soumises à l'obligation se présentent effectivement à l'entretien, et à peine 30% poursuivent avec un deuxième ou un troisième. Une infime minorité s'engage dans une véritable démarche thérapeutique. Ces chiffres traduisent l'échec d'un dispositif minimaliste, qui laisse perdurer la dynamique de la violence. Le Conseil d'État devrait présenter une modification de la LOVD, qui exige trois entretiens obligatoires. Alors que l'efficacité d'une prise en charge intégrée pour réduire la récurrence est largement reconnue, la question de l'obligation de participer à des groupes thérapeutiques spécialisés s'im-

pose désormais avec acuité.

Les mesures fédérales restent limitées: il n'existe pas de registre national recensant les féminicides et la prévention varie selon les cantons. Le débat sur les moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes a été très tendu. En décembre 2025, le Conseil national (CN) a refusé d'augmenter d'un million de francs le budget pour la prévention des violences sexistes et domestiques. Une importante mobilisation et la remise d'une pétition qui a rassemblé près de 500 000 signatures l'ont amené à revenir sur sa décision. C'est une victoire importante, qui montre que chaque voix compte et que l'engagement de toutes et tous peut vraiment faire bouger les lignes.

Nous devons travailler main dans la main à tous les échelons pour faire avancer les combats: les sections locales peuvent mettre l'accent sur les actions de sensibilisation, de soutien aux victimes et la mise à disposition d'appartements d'urgence, à l'image du programme de campagne du PS Gland. Nos députées tout comme nos représentantes au CN sont très actives et ont déposé de nombreux objets afin de compléter le dispositif existant. Les femmes doivent porter elles-mêmes ces enjeux en politique, car elles sont les

principales concernées. Alors rendez-vous dans les urnes le 8 mars pour élire un maximum de femmes et continuer à faire avancer ces combats! Qu'en dites-vous?

■ ALBULENA UKSHINI, MURIEL THALMANN, SARAH MORIER

## Concerné·e par les violences conjugales?

**Police:** 117

**Urgences vitales:** 144

### Hébergement d'urgence

Centre d'accueil MalleyPrairie:  
021 620 76 76

### Établissement d'un constat médico-légal

Lausanne: 021 314 00 60

Nyon: 021 314 08 51

Rennaz: 058 773 64 77

Yverdon-les-Bains: 024 424 42 20

### Centres de consultation pour victimes d'infractions LAVI:

Aigle: 021 631 03 04

Lausanne: 021 631 03 00

Nyon: 021 631 03 02

Yverdon: 021 631 03 08

### Écoute et chats anonymes

La Main tendue: 143

Pour les jeunes: 147



Le PSV souhaite une agriculture locale forte, capable de nourrir la population et de faire vivre dignement celles et ceux qui y travaillent. ©Xavier von Erlach | Unsplash

# L'agriculture suisse en danger

**suisse** L'agriculture suisse traverse une crise profonde. Alors même qu'elle garantit une part essentielle de notre sécurité alimentaire, celles et ceux qui nous nourrissent peinent à vivre dignement de leur travail.

Les constats sont alarmants: des semaines de plus de 50 heures, peu ou pas de vacances, des revenus horaires parfois inférieurs à 17 francs et une pression constante liée notamment aux aléas climatiques, à l'endettement et à des démarches administratives toujours plus lourdes.

## Des conjoint·e·s précaires

À ces conditions de travail éprouvantes s'ajoute une injustice trop souvent invisible: celle vécue par les conjoint·e·s travaillant sur les exploitations. Aujourd'hui encore, 45% d'entre eux et elles ne sont pas rémunéré·e·s individuellement. Sans salaire propre, sans véritable couverture sociale ni

prévoyance, leur situation se précarise encore plus en cas de maladie, d'accident, de séparation ou de décès. Par ailleurs, cette précarité concerne également les employé·e·s des exploitations agricoles de notre Canton. Cette réalité n'est pas digne d'un pays comme la Suisse au XXI<sup>e</sup> siècle.

## Mais comment on est-on arrivé là?

Dans un contexte de libéralisation croissante des marchés agricoles et de concurrence souvent déloyale, les grandes chaînes agroalimentaires dictent les prix. Elles intègrent les paiements directs dans leur calcul et justifient ainsi des prix toujours plus bas. Le résul-

tat est clair: l'argent public ne garantit pas un revenu décent aux paysan·ne·s, mais contribue indirectement à préserver les marges de la grande distribution.

Parallèlement, les producteur·trice·s subissent ces prix qui ne couvrent bien souvent même plus leurs coûts de production. Les marges se concentrent en bout de chaîne, tandis que les paiements directs sont devenus l'assurance-vie des paysan·es. Voulez-vous vraiment continuer ainsi? Continuer à subventionner indirectement les profits de la grande distribution, plutôt que de garantir des prix justes, des revenus décents et une agriculture durable et souve-

raine? Continuer sur cette voie, c'est accepter une agriculture de survie, dépendante et socialement injuste.

## Le PSV s'engage pour les paysan·e·s!

Le parti socialiste vaudois refuse cette fatalité et a adopté un papier de position clair, qui revendique des mesures concrètes à prendre dans les temps à venir. Il défend une rémunération équitable aux paysan·es, en exigeant que l'agro-industrie et la grande distribution payent des prix couvrant les coûts de production, ainsi qu'une transparence accrue et une lutte ferme contre toute forme d'abus de pouvoir. Il soutient une politique commerciale mesurée qui complète l'approvisionnement du pays, mais qui préserve la production agricole suisse.

Le PSV souhaite une agriculture locale forte, capable de nourrir la population et de faire vivre dignement celles et ceux qui y travaillent.

La question n'est plus technique. Elle est politique. Et elle nous concerne toutes et tous. L'avenir de notre agriculture est en jeu.

■ AU NOM DE LA COMMISSION AGRICOLE DU PSV, LUDIVINE BARTHÉLÉMY, VICE-PRÉSIDENTE

# Un nouveau comité pour les femmes socialistes vaudoises!

**égalité** En 2026, les Femmes Socialistes Vaudoises (FSV) renouvellent leur comité.



Une nouvelle co-présidente et de nouvelles membres rejoignent l'aventure, avec une énergie fraîche et des parcours variés. Un objectif commun: faire avancer concrètement les droits des femmes dans le canton et au niveau national.

2026 marquera une étape importante. Après les élections communales, nous voulons élargir notre cercle, renforcer notre comité et développer des actions plus ciblées sur l'égalité, la lutte contre les violences sexistes et la place des femmes en politique.

Nous continuerons aussi d'être présentes et représentées lors d'événements qui font bouger les lignes.

■ LE COMITÉ DES FEMMES SOCIALISTES VAUDOISES



**Laurie Willommet**  
Co-présidente Municipale à Vevey depuis 2021, je suis très engagée pour l'égalité

des chances, notamment dans le domaine de l'accueil de l'enfance où je préside la Fautière des réseaux d'accueil de jour (FRAJE). Active au sein du comité directeur des Femmes socialistes suisses depuis 2021, j'ai participé à la création de la section vaudoise en 2022 et ai à cœur de défendre une politique féministe à tous les niveaux.



**Albulenë Ukshini Sefa**  
Co-présidente Doctorante en travail social et co-présidente de la section

PS de Gland, je m'engage avec détermination pour l'égalité, la solidarité et la justice sociale. Être au sein des Femmes socialistes vaudoises, c'est pour moi agir pour l'émancipation des femmes et la pleine reconnaissance de leurs droits.



**Joana De Brito**  
Trésorière Responsable durabilité, engagée depuis plus de 20 ans dans

le respect des droits humains, maman de deux enfants et binationale suisse-portugaise, je suis membre du comité et trésorière des Femmes socialistes vaudoises depuis 2024. Je m'engage au niveau cantonal pour une politique qui place l'humain au centre, renforce la cohésion sociale et l'harmonie entre nature et société, et je suis candidate aux élections communales 2026.



**Fatma Chebel**  
Membre Présidente de l'Association des femmes musulmanes de Lau-

sanne, je défends les femmes en promouvant leurs droits, en soutenant leur intégration et en développant des actions de solidarité, de formation et d'accompagnement afin de renforcer leur autonomie et leur participation à la vie sociale.



**Sarah Morier**  
Membre Féministe, syndicaliste et travailleuse sociale, je m'en-

gage pour une société plus égalitaire et inclusive. Défendre les femmes dans leur pluralité et leurs luttes est essentiel. Être au comité des FSV, c'est rendre visibles celles que l'on veut encore taire en politique comme au quotidien. Et oui, encore en Suisse, en 2026, face au populisme et au machisme persistant.



**Sermijete Shahini**  
Membre Étudiante en droit, membre et porte-parole de la Jeunesse

socialiste vaudoise, je siège également au comité des FSV. L'histoire des femmes en Suisse est jalonnée de luttes: du droit de vote en 1971 aux combats actuels pour l'égalité salariale et contre les violences. Ces enjeux me touchent profondément. Je crois en une société où chaque femme peut s'épanouir librement. Ensemble, continuons à faire avancer nos droits!



**Muriel Thalmann**  
Membre Députée, Economiste, Présidente de Patrimoine Suisse

Vaud, Vice-présidente de la Fondation du Théâtre du Jorat et de Coopératives d'habitation Suisse, Membre du Comité de Patrimoine Suisse, Assesseure ASLOCA à la commission de conciliation des baux. Égalité femmes-hommes, logements abordables, patrimoine, biodiversité, culture romande: des luttes essentielles au cœur de mon engagement politique.

# Affaire Dittli: protéger le personnel de l'État



**grand conseil** L'automne 2025 fut passablement tendu au Grand conseil. Tout d'abord, avec la révision de la Loi sur l'énergie, où la droite a fait voler en éclats le compromis trouvé en commission. Puis, avec un budget qui coupait dans les services à la population, et que la gauche a tout fait pour tenter de rendre plus humain. Face à une droite inflexible, le groupe socialiste, dans sa grande majorité, l'a refusé.

Dans ce contexte, imaginez treize députées issues de toutes les forces politiques travaillant ensemble pendant plusieurs mois, et votant unanimement chaque mot d'un rapport dense et complexe. Comment expliquer cela? Car l'évidence était sans appel.

Rembobinons le fil: en mars 2025 paraît le rapport Studer. Commandé par le Conseil d'État suite au conflit entre la Conseillère d'État Dittli et une directrice

générale, il met en exergue de la souffrance chez d'autres collaborateurs·trices, des demandes d'annulation de taxations entrées en force et une potentielle violation du secret de fonction. Pour éviter des interpellations et postulats tous azimuts, les groupes politiques s'unissent dans une résolution demandant un rapport spécifique aux commissions de gestion et des finances. Le temps qu'une composition équilibrée soit trouvée et validée, la délégation (Delsurv) naît et ses travaux débutent.

Prenant comme base le rapport Studer, la Delsurv fait rapidement évoluer son périmètre de travail, au gré des nombreux éléments qu'elle découvre. Verdict? La majorité des situations problématiques mises en exergue découlent d'actions et de décisions de Valérie Dittli. Demandes répétées, report de la responsabilité de ses décisions sur son administration, défiance envers ses services et mensonges: le management de la Conseillère d'État laisse à

désirer et provoque de la souffrance à travers son département (et pas uniquement à la fiscalité).

La Delsurv a révélé un cabinet parallèle au sein de son état-major, davantage orienté vers la personne et la carrière de la Conseillère d'État plutôt que vers le département. Non seulement financés par les deniers publics, ces mandats interpellent en termes de conflits d'intérêts. La rapport liste finalement des exemples illustrant que le comportement de la Conseillère d'État Dittli ne peut être qualifié de collégial.

Est-ce que cela s'arrête là? Non, car il y a également un volet pénal (Valérie Dittli est prévenue pour abus d'autorité), et les commissions de surveillance suivront la mise en œuvre des recommandations du rapport, visant avant tout à protéger le personnel.

■ ORIANE SARRASIN, DÉPUTÉE AU GRAND CONSEIL VAUDOIS ET PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE GESTION

## S'engager dans un monde qui s'écroule



**présidence** Comme beaucoup de personnes actives en politique, je crois que je suis devenu un peu accro aux nouvelles: journaux, réseaux sociaux, médias internationaux.

Résultat: chaque jour, j'ai l'impression d'observer un monde qui s'écroule, une situation internationale qui se déconstruit. Les alliances du passé, qui donnaient un semblant de stabilité, bougent; de nouvelles se forment. C'est profondément anxiogène — pas parce que le monde change de manière fondamentale, mais parce que les changements et les urgences que l'on voit mettent en évidence quelque chose que la gauche dit depuis toujours: ce sont les intérêts personnels qui finissent par primer, le capital, l'argent.

Je n'aurais jamais pensé lire un jour, dans les journaux, que le président des États-Unis souhaite annexer le Groenland. La guerre en Ukraine se poursuit; la violence à Gaza semble continuer de manière inévi-

table. Le changement climatique entraîne des vagues de météo extrême. Le pouvoir d'achat est sous pression partout dans le monde. Les milliardaires deviennent toujours plus riches et plus puissants. Par moments, j'ai l'impression d'assister au début d'un film dystopique, comme Blade Runner. Le récent forum de Davos montre à nouveau à quel point le monde semble être entre les mains d'un gamin mal éduqué à qui personne ne sait dire non. Pourquoi parler de tout cela au moment des élections communales? Parce que si, comme moi, tu es un peu accro aux nouvelles, tout cela peut être très déprimant et installer un sentiment d'impuissance. Et il est vrai que ce n'est pas au Conseil communal que nous allons régler des conflits internationaux. Mais le premier niveau de protection et de confiance, c'est ici. Une école bien entretenue, des infrastructures sûres, des services publics de proximité, des espaces publics accueillants, une politique énergétique ambitieuse et une cohésion sociale solide: ce sont des boucliers

du quotidien. Face aux crises, la réponse socialiste, ce n'est ni le repli ni l'austérité; c'est la solidarité, la planification et l'investissement public pour renforcer la résilience de nos villages et de nos villes. Ce que je vois, dans chaque personne qui se présente, c'est une envie de changer les choses pour les rapprocher de sa vision du monde — et, pour les candidates et candidats socialistes, d'une vision du monde socialiste. Quand suffisamment de personnes se trouvent en position de porter cette vision, alors un changement profond peut advenir. Mais ce n'est jamais le travail d'une seule personne: nous sommes toutes et tous la famille socialiste, dans nos villes et villages respectifs, à améliorer un peu notre coin du monde. Alors je dis un immense bravo et un grand merci à toutes nos candidates et tous nos candidats. À l'heure où le monde se durcit, faisons du canton de Vaud un territoire qui protège, rassemble et prépare l'avenir.

■ ROBERT TYE, VICE-PRÉSIDENT DU PSV

# Séverine Graff

**portrait** Petite-fille de l'ancien Conseiller d'État André Gavillet, enseignante au gymnase du Bugnon et vice-présidente de la section lausannoise du PS, elle a remplacé Carine Carvalho au Grand conseil en décembre.



© Bernard Morel

Séverine Graff a remplacé Carine Carvalho au Grand conseil.

**P**etite-fille d'André Gavillet, Conseiller d'État socialiste de 1970 à 1981, fille d'une militante socialiste proche des engagements de la Jeunesse socialiste: pour Séverine Graff, rarement l'expression «la pomme ne tombe jamais loin de l'arbre» n'aura été aussi appropriée. D'autant que du côté de son père, les idées de gauche étaient également bien présentes. «Mes parents se sont connus lors d'un meeting de la Ligue marxiste révolutionnaire», relève-t-elle.

Ce n'est donc pas étonnant de voir Séverine Graff très engagée dans la vie politique lausannoise et vaudoise. Autant comme Conseillère communale à Lausanne depuis 2021 et députée depuis décembre dernier en remplacement de

Carine Carvalho, que comme vice-présidente de la section lausannoise du PS. «En étant à la fois au Grand conseil et au Conseil communal, le mois de décembre a été assez rock'n roll, dit-elle. Notamment le jour où la discussion sur le budget cantonal s'est achevée à 22h et où j'ai dû courir pour rejoindre la séance du Conseil communal afin de voter le budget 2026 de la ville.» Et d'ajouter en riant: «Ah j'ai vraiment couru».

## Études musicales puis en lettres

Bien qu'y baignant dès l'enfance, la politique n'a longtemps pas fait partie de la vie de Séverine Graff. «Longtemps j'ai pensé que je n'avais pas grand-chose à y apporter et, jeune, j'avais le sentiment qu'il

fallait être bardée de diplôme pour s'y engager», précise-t-elle. Notre nouvelle députée s'est d'abord beaucoup consacrée à ses études après son enfance passée à Montaubion-Char-donney puis Yverdon. Etudes musicales d'abord – le chant – au gymnase à Genève avant de s'inscrire en lettres à l'Uni de Lausanne. Passionnée d'histoire, elle a écrit une thèse sur l'histoire du cinéma avant de l'enseigner. Prise du virus de l'enseignement, elle a suivi une formation à la Haute école pédagogique (HEP). Aujourd'hui, elle est professeur de français et d'histoire au gymnase du Bugnon à Lausanne. «Je m'occupe également de la promotion de la santé, souligne Séverine. Travailler sur tous les domaines de

au sein du comité. Tout cela demande du temps et de la disponibilité, mais c'est passionnant.» Avec les élections communales du 8 mars, le travail ne manque pas. «On est sur le feu, lâche-t-elle. Je suis assez optimiste pour que nous puissions maintenir notre confortable majorité à Lausanne.»

## Un moment unique

Au Grand conseil, Séverine a le sentiment d'être entrée dans «un moment unique». «On est en rupture avec la manière dont fonctionnait le parlement ces dernières années, précise-t-elle. Entre la droite et la gauche, les positions sont très tranchées. Dans les manifestations du mois de décembre, les

**«Travailler sur la santé avec des jeunes entre 15 et 20 ans, c'est passionnant»** Séverine Graff

la santé avec des jeunes entre 15 et 20 ans, c'est passionnant.»

C'est en 2018 que Séverine Graff a adhéré au Parti socialiste. «Après la naissance de mes enfants, âgés aujourd'hui de 9 et 12 ans, précise-t-elle. Une fois membre, j'ai immédiatement adoré. Et j'ai assez rapidement pris des responsabilités. J'ai été élue du Conseil communal en 2021 et je suis devenue vice-présidente de la section lausannoise. Avec Sarah Neumann, nous avons opté pour un partage très horizontal des responsabilités

diverses professions engagées étaient là pour défendre le service public davantage que les salaires. A propos des services publics, la droite parle de gras dans lequel on peut tailler, moi je parle de chair. Ce qu'on vit, grâce à cette mobilisation, est porteur d'espoir et donne des ailes pour conserver le siège socialiste au Conseil d'État en mars et reconquérir la majorité dans 12 mois.»

■ BERNARD MOREL